

Pour améliorer le service public de l'éducation, partout en Europe nous avons besoin de plus de postes statutaires, de personnel bien formé, de conditions de travail améliorées, de moyens supplémentaires dans les établissements

Ecoles, collèges, universités, l'ensemble du système éducatif est attaqué, dans tous nos pays.

Gouvernements et Union Européenne servent les intérêts du patronat, obéissent aux diktats de la Banque Centrale Européenne, de la Commission Européenne, du Fond Monétaire International ; ils détruisent méthodiquement tous les services publics, dont celui de l'éducation.

Tous les personnels concourant au fonctionnement du service public de l'éducation, sont attaqués : casse des statuts, précarité, développement des systèmes hiérarchiques, affaiblissement de toutes formes de connaissance critique, etc.

Notre rôle n'est pas de servir les intérêts des patrons !

On assiste depuis plusieurs années à une privatisation de l'éducation au profit des grandes entreprises privées : présence de leurs représentant-es dans les Conseils d'Administration d'établissements scolaires, introduction de capitaux privés dans les budgets.

L'enseignement privé se développe ; ce phénomène est favorisé par la dégradation des conditions d'enseignement dans le secteur public, du fait de la constante baisse des moyens qui lui sont alloués.

Enfin, c'est dans la définition même des contenus des programmes scolaires et des missions de l'École que l'on assiste à une libéralisation croissante : on nous parle « d'adapter l'école aux besoins du marché », de faire « une école de l'efficacité économique et du respect des institutions libérales » conçues comme sans alternative possible, à la place d'une école de l'égalité et de l'émancipation pour tous et toutes.

Flexibilité, mobilité, rentabilité, concurrence, voilà les principes qui motivent les différentes attaques que subissent nos systèmes éducatifs. « L'approche par compétences » est le point d'entrée de cette politique, puisqu'elle consacre partout en Europe le modèle managérial comme le seul qui vaut dans l'évaluation des élèves, futur-es travailleurs et travailleuses flexibles.

Il y a un « espace européen de l'enseignement », articulé, progressivement construit selon des stratégies et des objectifs clairs. Ce processus a commencé en 1989 avec la publication du rapport de l'ERT1 « Éducation et compétences en Europe », qui affirmait que « l'offre de l'éducation ne correspond pas à la demande », c'est-à-dire à la demande des industriels. Depuis, les rapports, recommandations et autres textes officiels se multiplient pour enfoncer le clou ; à chaque étape, des « études » de l'OCDE justifient systématiquement ces recommandations, statistiques à l'appui, qui tendent toujours à démontrer

que la
réussite scolaire n'est pas du tout une question de moyens !

1

1

European Round Table of Industrialists (ERT) : groupe de pression regroupant 45 des plus grands patrons de l'Union européenne

Unifions nos résistances !

Nous avons des revendications communes à tous nos pays.

□

Défense de la qualification du métier d'enseignant-e.

□

Transformation des emplois précaires en emplois statutaires.

□

Une école publique, démocratique et qui participe à la construction de l'égalité sociale.

□

Contre le socle commun, pour une école de culture générale et de construction intellectuelle.

□

Refus de l'école-entreprise.

□

Défense de la liberté et de l'autogestion pédagogiques.

□

Respect et extension des droits syndicaux.

□

Nous combattons le e-learning, car il détruit la qualification enseignante, la relation pédagogique, le mouvement social et l'entreprise intellectuelle collective que constituent la classe et les coopérations

dans l'école. Le e-learning constitue un instrument de destruction du service public et de renforcement

de toutes les procédures sélectives à l'école et dans l'enseignement supérieur.

Ils attaquent le service public de l'éducation dans toute l'Europe

Des syndicats de plusieurs pays d'Europe s'unissent pour le défendre

Ensemble, imposons une autre école, construisons une autre société !

Confederacion General del Trabajo

CGT - Etat espagnol

Confederacion Intersindical

Etat espagnol

Intersindical Alternativa de Catalunya

IAC - Catalogne

Confederacion

sindical

Solidaridad

Obrera

Etat espagnol

Confederazione Unitaria di Base

CUB - Italie

Unione Sindicale Italiana

USI - Italie

Inicjatywa Pracownicza

OZZ IP - Pologne

Transnational Information Exchange

TIE - Allemagne

Fédération SUD Vaud

SUD - Vaud Suisse

SUD Education - Union syndicale Solidaires

Solidaires - France

Confédération

Nationale du Travail

CNT - France

Confédération Nationale des Travailleurs -

Solidarité Ouvrière

CNT-SO - France